



AGRICULTURE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE: QUELS ENJEUX? QUELLES ACTIONS?

COMPTE RENDU DU WORKSHOP

LANDBOUW EN KLIMAATVERANDERING: WAT ZIJN DE
UITDAGINGEN ? WELKE ACTIES ZIJN NODIG?

Première partie : séance plénière	3
Introduction	3
Olivier De Schutter (ancien Rapporteur spécial ONU, Co-président IPES-Food)	3
Philippe Marbaix (climatologue – UCL)	5
Virginie Raynal (Confédération paysanne – FADEAR)	8
Questions/débat avec le public	9
Deuxième partie : synthèse des ateliers/tables-rondes	11
2.1 « L’expérience vécue du changement climatique et comment mieux soutenir les agriculteur.trices face à ces réalités ? » et « Quelles bonnes pratiques agricoles pour s’adapter aux changements climatiques et pour éviter d’y contribuer ? »	11
2.2 « Des pistes d’actions pour la société civile, le mouvement pour la souveraineté alimentaire et le mouvement climatique. Quelles stratégies ? Quelles alliances ? Quels leviers d’actions ? »	12
2.3 « Quelles recommandations pour les décideurs politiques. Quelles politiques publiques imaginer pour mieux prendre en compte le lien entre climat et agriculture »	13

Première partie : séance plénière

1. Introduction

Philippe Duvivier (FUGEA) – Mot de bienvenue

Philippe Duvivier a introduit l'après-midi en rappelant que le secteur agricole et particulièrement le secteur de l'élevage sont souvent montrés du doigt, mais que le système agricole est complexe. De nombreux agriculteurs.rices ont déjà initié des solutions! Le monde agricole est par ailleurs particulièrement touché par les enjeux climatiques. Il s'agit par exemple de la deuxième année consécutive où nous manquons d'eau en Wallonie. Il appelle les agriculteurs.rices à ne pas éluder la question mais à s'en emparer.

Florence (FIAN Belgium) – Mot de bienvenue

Le lien entre l'alimentation, l'agriculture et le climat est un sujet complexe et vaste, qui n'est pas encore assez discuté dans nos mouvements. L'agriculture fait partie du problème mais aussi et surtout de la solution. Pour les organisateurs, ce workshop est une occasion importante de parler du sujet car il y a un vrai momentum : sécheresse en Belgique et la COP24 qui commencera le 3 décembre.

De plus, une belle occasion d'avancer ensemble vu la grande diversité des participant.e.s: paysan.ne.s et agricultrices.eurs, organisations environnementales et pour la justice climatique, académiques et étudiant.e.s, organisations du mouvement pour la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation, citoyen.ne.s, militant.e.s, activistes, etc.

2. Olivier De Schutter (ancien Rapporteur spécial ONU, Co-président IPES-Food)

Pour les slides de la présentation: <https://frama.link/rF76Njma>

Cadre général

- Depuis l'après-guerre l'objectif principal a été d'augmenter la production agricole et de diminuer les coûts. Ce système productiviste conduit à une économie alimentaire "low-cost". La part du budget des ménages consacrée à l'alimentation a encore diminué de 22% à 15% entre 1978 et 2010
- Ce système alimentaire low-cost ne veut pas dire qu'il n'y a pas des coûts sociaux et environnementaux importants. Mais ils ne sont pas pris en compte

- L'alimentation low-cost est une manière de dédouaner les pouvoirs publics du soutien aux populations les plus précarisées. Cela s'accompagne également de faibles rémunérations pour les agriculteurs.rices qui doivent souvent leur survie aux subventions de la PAC
- Ce que les consommateurs.rices ne paient pas c'est la collectivité qui le paie en frais de santé et frais sociaux
- Voir Graphique sur les émissions de GES : en Belgique, l'agriculture contribue directement à 10,4% aux GES (10,4% pour l'agriculture = uniquement sur la parcelle agricole, ne prend pas en compte les intrants, la transformation, la conservation et chaîne de froid, le transport, le gaspillage, l'emballage) → Si l'on inclut tous ces éléments c'est environ 30%

Explication des impacts du système alimentaire low-cost :

- Impacts environnementaux : Comment cela s'explique ?
 - Monocultures, mécanisation (remplacement de la main d'œuvre agricole) → érosion des sols, compaction des sols, salinisation.
 - Concurrence des sols agricoles et urbanisation (artificialisation, imperméabilisation) → spéculation sur les prix des terres.
- Impacts sociaux : disparition des petites fermes (2/3 des fermes perdues depuis 1980, doublement de la superficie moyenne des exploitations, baisse de la main d'oeuvre), économie d'échelle, iniquité du pouvoir de négociation des agriculteurs.rices dans la chaîne alimentaire.
- Impacts de santé publique : obésité et autres maladies non transmissibles (MNT) dues à des aliments transformés et à forte densité calorique. Les mauvaises habitudes alimentaires sont par ailleurs directement liées avec le niveau d'éducation.

Pourquoi les choses ne changent-elles pas ?

- Le système est l'aboutissement d'une trajectoire. Il a mis en place toute une série d'éléments (verrous) qui se renforcent et se soutiennent mutuellement: Technologie, techniques, machines, acteurs économiques, régimes alimentaires, modes de vie, monde politique → inertie du régime agroalimentaire dominant.
- Pour opérer une transition il est nécessaire de réformer les modes de consommation et changer le système.
- IPES Food (Panel d'experts sur les systèmes alimentaires durables) : nous travaillons depuis 3 ans sur la transition vers des systèmes alimentaires durables. Voir le rapport « From uniformity to Diversity »¹. Ce rapport démontre le contraste et les différences entre le système productiviste agro-industriel et l'agroécologie.
- L'agroécologie est différente de l'agriculture biologique qui répond à un cahier des charges précis. L'agroécologie c'est la tentative de comprendre comment la nature fonctionne, comment les éléments des écosystèmes interagissent pour

¹ Voir le rapport (en FR):

http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Uniformiteala%20Diversite_IPES_FR_Full_web.pdf

former des complémentarités entre ces différentes composantes de la nature. → légumineuse, agroforesterie, plantes répulsives, etc. Caractéristique principale = on écoute la nature ! On accepte la complexité de la nature. C'est une philosophie de vie. Requiert une grande intelligence agronomique.

- Un des principaux constats du rapport : L'agroécologie est plus productive à l'hectare ! Les monocultures sont moins productives que les polycultures.
- Dès lors, pourquoi le mythe de productivité persiste ?
 - Parce que les calculs restent biaisés : on calcule la productivité d'une denrée dominante (par ex : on calcule la productivité à l'hectare du maïs. Mais dans un système de polyculture il y aura moins de maïs mais bcp d'autres outputs valorisables)
 - On se base sur la productivité par actif (càd par travailleur) ! Or l'agroécologie est un modèle très intensif en main d'œuvre et donc peu productif à cet égard
- Notre rapport IPES est un rapport politique. Nous posons des questions de responsabilité politique. Ce que nous tentons de montrer c'est que les décideurs sont capturés par un discours « productiviste » (l'Europe doit nourrir le monde). Je conteste cette vision. Si on laissait la possibilité aux régions de développer leur système agricole en fonction de leur besoins, chaque région a les capacités de se nourrir. → Nous sommes baignés par un discours dirigé par l'agro-industrie !
- **Conclusion : il faut sortir de ce système :**
 - Caractère multidimensionnel des crises → requiert de nouvelles alliances (entre mouvements agricoles, acteurs de la santé, organisations écologistes, consommateurs.rices, ...)!
 - Nécessité d'une approche holistique : production ET transformation ET consommation !
 - Il faut un plan d'action sur plusieurs années. Il faut garantir un revenu pour la transition des agriculteurs.rices
 - L'exigence de la démocratie alimentaire. Pour l'instant les politiques sont influencés par les grands acteurs de l'industrie alimentaire. → Au niveau européen développement d'une Politique Alimentaire Intégrée !

3. Philippe Marbaix (climatologue – UCL)

Pour les slides de la présentation: <https://frama.link/aStsm9D0>

[Pour les personnes intéressées par des chiffres spécifiques pour la Wallonie: <https://plateforme-wallonne-giec.be> → Cette plateforme scientifique produit notamment des lettres d'information. Il recommande de lire la 9^{ème} lettre d'information qui donne des informations sur l'empreinte carbone wallonne.]

Contexte global- où en sommes-nous ?

- Les fluctuations de concentration atmosphérique en CO₂ sont normales au cours de l'histoire climatique de la planète mais les niveaux actuels sont hors proportion. Généralement en période interglaciaire (comme c'est le cas actuellement) on se trouve environ à 280 particules par million (ppm) de CO₂ dans l'atmosphère. On en est aujourd'hui à 400 ppm !!! Bien au-delà de ce que les humains ont connu.
- Le GIEC a été créé par l'ONU en 1988: c'est un groupe intergouvernemental. Mais les Etats n'interviennent qu'à la fin du processus pour validation. Le gros du travail est réalisé par des scientifiques (la seule contrainte qui leur est imposée : rester dans le cadre du mandat qui leur est conféré).
- Jusqu'à présent le GIEC a produit 5 rapports d'évaluation de référence (1990, 1996, 2001, 2007, 2013-14). À la COP24 il présentera un rapport spécial sur changement climatique et les terres ! C'est donc un rapport important pour le monde agricole.
- Le réchauffement n'est plus réellement contesté. Et même pour la première fois le GIEC est extrêmement clair sur le fait que le réchauffement serait exclusivement dû à l'activité humaine (les éléments naturels de réchauffement et de refroidissement s'annulent).

Projection : Que va-t'il se passer au 21^{ème} siècle ?

- Le GIEC développe différents scénarios : Du RCP 8.5 « worst case scenario / pire scénario possible » (on utilise toutes les énergies fossiles et on continue business as usual) au RC 2.6 où la concentration ppm diminue (cela veut dire qu'on n'émet plus aucun CO₂, mais même dans ce cas on ne sait plus revenir au niveau des températures de l'époque pré-industrielle puisque le CO₂ dans l'atmosphère ne disparaît que très lentement).
- Dans le scénario du pire on se retrouve en Belgique avec un réchauffement de +5°.
- Dans le meilleur scénario on se retrouve avec +1° par rapport à la période préindustrielle (RCP 2.6).
- **Précipitation** : les sécheresses de cet été sont une indication. Les modèles vont dans ce sens pour les prochaines années, en projetant au alentour de -20% de précipitation en Belgique en 2050. Les modèles prévoient par contre plus de précipitations en hiver.
- Mais surtout **augmentation des événements extrêmes**. Quand l'atmosphère se réchauffe, l'air plus chaud peut transporter plus de vapeur d'eau et donc quand les pluies se déclenchent elles sont plus violentes.
- Le mandat du dernier rapport GIEC était d'étudier les impacts d'un réchauffement d'1,5°. Ils ont comparé avec un réchauffement de 2°. MAIS cela ne veut pas dire qu'on ne se dirige pas vers un réchauffement plus important de 4-5°.
- Entre 1,5 et 2° il y a déjà un impact fort : le rapport examine plusieurs impacts et le risque de leur occurrence. Voir PPT : RFC1 (systèmes uniques menacés), RFC2 (phénomènes météo extrêmes), etc.

- Impacts sur les cultures. Voir dernier rapport thématique du GIEC (2013-2014).
→ Le rendement des cultures est déjà impacté négativement dès aujourd'hui.
- Trois impacts principaux :
 - Dégâts dûs aux inondations.
 - Restriction d'eau
 - Dégâts dûs aux chaleurs extrêmes et aux feux de forêt.

Adaptation - mitigation :

Principale manière d'arrêter les émissions en ce qui concerne l'agriculture et les forêts

- Pour rester sous les 1,5° de réchauffement climatique, le GIEC a élaboré différents scénarios dans son rapport spécial consacré aux "scénarios 1,5°". Cela demande une réduction immédiate et importante des GES pour arriver à un objectif de quasi Zéro émission en 2050, et des émissions nettes négatives d'ici 2100 (grâce à la séquestration carbone). Certains gouvernements envisagent déjà une option avec un dépassement temporaire des 1,5° jusqu'en 2030 pour redoubler d'efforts ensuite et repasser sous la barre des 1,5°.
- En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, les principales causes d'émission sont l'utilisation des terres, l'élevage (fermentation entérique, gestion du lisier) et l'utilisation d'engrais.
- L'agriculture est principalement émettrice de méthane (CH₄) et de protoxyde d'Azote (N₂O).
- D'après certains calculs, une manière efficace de lutter contre les changements climatiques serait de recourir à la bioénergie : bioénergie + « biocapture séquestration » (par ex : la production de biocarburants permet de séquestrer du carbone pendant la croissance de la plante et est ensuite utilisé comme biomasse).
 - Mais risque important : cela entre en concurrence avec les surfaces agricoles pour l'alimentation.

Conclusions :

- Émissions de l'agriculture wallonne ont légèrement diminué depuis 20 ans.
- Les gaz à effet de serre d'origine humaine vont continuer à réchauffer le climat global
 - Cette poursuite du réchauffement a des conséquences sur l'ensemble du système climatique, et augmente le risque d'impacts sévères et très répandus pour les populations et les écosystèmes → Impacts importants, notamment sur l'agriculture.
- La stabilisation du climat requiert d'importantes réductions des émissions :
- à long terme, seules des émissions de CO₂ nulles permettent de stabiliser les températures (pour rester sous 2°C, les émissions doivent devenir proches de zéro bien avant la fin de ce siècle pour le CO₂) -> requiert des

changements importants dans nos modes de production et de consommation.

4. Virginie Raynal (Confédération paysanne – FADEAR)

Virginie est Paysanne dans le cantal (massif central) en tant que maraîchère. Elle a également une activité de gîte à la ferme. Pour elle il est important de mettre en lien les paysans et la société.

Elle est membre du bureau de la FADEAR (Fédération des Associations pour le développement de l'emploi agricole et rural) et membre active de la Confédération paysanne.

La FADEAR a développé un projet politique basé sur la souveraineté alimentaire.

Une réflexion entamée dans les années 80 à un moment où des agriculteurs.rices ont réussi à se remettre en cause alors qu'on les poussait toujours plus dans la productivité et la mécanisation.

Ils ne sont *a priori* pas contre des techniques/ technologies mais il faut partir de certains principes fondamentaux pour les hommes, notamment celui de **la souveraineté alimentaire**.

Ce projet politique de **souveraineté alimentaire** est notamment repris dans leur "charte de l'agriculture paysanne", basée sur 10 principes clés. Ils ont aussi développé un outil diagnostic (fleur) pour que la ferme fonctionne en bonne harmonie avec la société. La charte est disponible en ligne :

<http://www.agriculturepaysanne.org/la-charte-de-l-agriculture-paysanne>

Quelques principes clés de la Charte :

- **Principe d'autonomie** : autonomie décisionnelle et en terme de production (indépendance face aux intrants, semences, etc.). Ce qui nous anime c'est notre fonction nourricière.
- **Principe de répartition** (notamment des terres).
- **Principe de transmissibilité**.
- **Développement local** : les paysans ont un rôle de dynamisation de l'économie locale. Valorisation du rôle des agriculteurs.rices
- **La qualité** (de nos productions).
- **Travail avec la nature**.

Importance de souligner l'aspect politique. Ce projet est à partager avec la société. On le fait pour la société et la société doit le soutenir.

Cette charte nourrit deux ambitions:

- Proposer une place des agriculteurs.rices dans la société.

- Accompagner les agriculteurs.rices vers un mieux produire ET un mieux vivre. Et influencer les décideurs vers la nécessité d'une reconnaissance des droits des paysans.

La Charte est également un outil de plaidoyer. Nous voulons retranscrire ce projet dans des propositions de réformes spécifiques de la PAC. Nous sommes associés à l'association Via Campesina.

Par rapport à la PAC, les priorités de la confédération paysanne :

- Revenu des agriculteurs.rices
- Politique alimentaire intégrée
- Répondre à la demande.
- Transition écologique
- Maîtrise des productions et la régulation des marchés
- Aide spécifique avec une conditionnalité sociale ! (création d'emplois)
- Création d'un fonds professionnel pour le climat
- Contrat de transition écologique

Un des leviers sur lequel on travaille c'est l'installation. Plus on aura de paysan.ne.s. plus ce sera possible d'influencer les politiques.

Industrialisation du système alimentaire mondial est aussi liée à la libéralisation du commerce agricole. C'est absurde ce système qui nécessite autant de transport. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'on va relocaliser l'agriculture mais il faut prévoir une transition.

Au niveau climatique, il y a des risques gigantesques, même indirect comme avec la compensation carbone. On est assez inquiet. Plus on retarde l'échéance de se mettre en mouvement plus on risque de se diriger vers des solutions technologiques risquées qui risquent d'avoir un impact sur les systèmes agricoles. **La confédération paysanne plaide pour la souveraineté alimentaire et le respect du vivant plutôt que de fausses solutions.**

5. Questions/débat avec le public

- **Est-ce que le méthane est plus ou moins nocif que le CO2 ?**
Le méthane est plus nocif mais il y en a beaucoup moins et il disparaît plus rapidement dans l'atmosphère. Il a donc un effet à long terme moins important.
- **Quelles sont les solutions pour le monde agricole ?**
 - **Olivier De Schutter:** On a un conflit entre une logique économique (dominante : il faut produire sur des grandes surfaces, les externalités ne sont pas prises en compte) et une logique écologique (exemples donnés par Virginie). Si on veut privilégier les bons modes de production il faut sortir de la logique économique. Il faut inclure les externalités et récompenser les bonnes pratiques.

Il recommande la lecture du dernier rapport du Intergovernmental [Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services](#) (IPBES) (= GIEC de la biodiversité). Montre les impacts de l'agriculture d'exportation ! C'est un excellent texte approuvé par les gouvernements. Mais... personne ne s'en préoccupe. C'est un enjeu pour la planète de sortir de ce système.

- **Virginie Raynal** : Par rapport aux solutions il est important de se poser les bonnes questions : Solution pour quoi ? Pour qui ? L'agriculture paysanne est une solution. On nous vend des solutions technologiques mais où nous amènent-elles ? La transition agroécologique prend du temps mais elle peut se faire à échelle humaine.
- **Remarque de Rudolf Köchli** (ferme Arc-en-Ciel) : par rapport aux impacts sur notre santé. On nous parle souvent des problèmes d'obésité. Mais en plus c'est une intention de ne jamais publier des infos sur toutes les maladies qui sont liées à nos mauvais régimes alimentaires. Ex : les 48 parlementaires groen et ecolo ont fait analyser leur urine (→ contenait du glyphosate).
- **Question à propos de l'étude de l'INRA sur les réductions de GES.**
 - **Olivier De Schutter** : Je pense que vous faites référence à l'initiative 4/1000. L'idée est d'essayer de restituer la matière organique dans les sols, ce qui permettrait de capter plus de CO₂ → Cela permet de mettre en valeur le potentiel des sols agricoles (notamment des prairies) comme outil de lutte contre le changement climatique.
 - **Philippe Marbaix** : oui c'est une solution mais plus sceptique sur le potentiel de cette initiative : quand l'homme n'utilisait pas d'énergie fossile les sols captaient déjà le CO₂ mais il n'y avait pas pour autant une réduction de la concentration atmosphérique de CO₂. C'est une illusion de croire que les sols vont pouvoir absorber tous les GES d'origine humaine.
 - **Virginie Raynal** : de nouveau attention où ça nous mène. Par exemple la mesure 4/1000 a poussé certains agriculteurs.rices à utiliser plus massivement des herbicides (glyphosate) → On est pour des solutions plus cohérentes et globales (ne pas mettre un sparadrap d'un côté et que ça fuite de l'autre).

Deuxième partie : synthèse des ateliers/tables-rondes

2.1 « *L'expérience vécue du changement climatique et comment mieux soutenir les agriculteur.rices face à ces réalités ?* » et « *Quelles bonnes pratiques agricoles pour s'adapter aux changements climatiques et pour éviter d'y contribuer ?* »

Personnes ressources : Vincent Delobel (chevrier - Chèvrerie de la Croix de la Grise), Rudolf Köchli (paysan agronome - Ferme Arc-en-Ciel), Florine Marot (Chargée de mission environnement - FUGEA), Tijs Boelens (paysan maraîcher - De Groentelaar).

Facilitation: Catherine Tellier (MAP)

Cet atelier a été ouvert par plusieurs témoignages de pratiques agricoles (mélanges prairies avec des espèces particulièrement résistantes à la sécheresse, gestion du fumier et rotation, charbon végétal, diversification des cultures, réintroduction de légumineuses, valorisation des prairies, etc.).

Le changement climatique n'impacte pas chacun de la même manière : la réalité est différente pour les éleveur·euse·s ou pour les agriculteurs.rices.

Un focus important a été mis sur la nécessité d'autonomie des fermes tant au niveau agricole (autonomie fourragère...), que sur une autonomie décisionnelle, de commercialisation et énergétique.

La question de l'impératif "économique" a été pointée comme déterminante, cela ne doit pas être tabou. Il y a un lien entre les pratiques que l'on peut faire et ce qui est possible économiquement (cela, en lien avec la fixation des prix et le soutien des pouvoirs publics).

L'atelier s'est terminé par un riche débat pointant les difficultés à changer de pratiques agricoles dans un système qui encourage surtout l'agriculture conventionnelle (par le biais de subventions, etc.). Il a notamment été discuté de l'importance de ne pas stigmatiser les agriculteurs.rices conventionnels. Ne pas accuser les agriculteurs.rices mais le système. Ne pas confondre!

Pour les détails de l'atelier : [cliquez ici](#).

2.2 « Des pistes d'actions pour la société civile, le mouvement pour la souveraineté alimentaire et le mouvement climatique. Quelles stratégies ? Quelles alliances ? Quels leviers d'actions ? »

Personne ressource : Sébastien Kennes de « Rencontre des continents ». Il y travaille depuis 11 ans. Casquette militante/activiste.

Facilitatrice : Alice Thirion (FIAN)

Sébastien Kennes a introduit l'atelier en rappelant que beaucoup d'initiatives existent actuellement sur la question "alimentation de qualité" notamment avec l'émergence d'alternatives (surtout en ville) à chaque étape de la chaîne alimentaire (gestion des déchets, production, distribution, etc).

Le cadre dans lequel se créent ces alternatives, lui, ne change pas. Le paradigme reste le même : PAC, accords de libre-échange, fausses solutions (agro-carburants, OGM, etc.). Structurellement on reste dans le capitalisme. C'est difficile de rester autonome de ça. Les alternatives restent à la marge !

Le lien avec les enjeux climat est moins palpable, moins facile à comprendre que d'autres enjeux liés à la nourriture/l'alimentation.

La réflexion a porté ensuite sur la stratégie à adopter pour faire bouger les choses : réforme ou révolution? Peut-on faire bouger les choses de l'intérieur?

Enfin, la dernière partie de l'atelier a été consacrée à la nécessité de construire des alliances entre différents réseaux en Belgique, le besoin d'une convergence culturelle, et comment faire bouger les gens sur la question climat.

Des réseaux comme [Le Réseau de Soutien à l'Agriculture Paysanne \(ReSAP\)](#) et [Agroecology in Action](#) ont par exemple été présentés. Ils fédèrent déjà un certain nombre d'acteurs, mais force est de constater que l'aspect climatique est peu présent.

Pour les détails de l'atelier : [cliquez ici](#).

2.3 « *Quelles recommandations pour les décideurs politiques. Quelles politiques publiques imaginer pour mieux prendre en compte le lien entre climat et agriculture* »

Personnes ressources : Rebecca Thissen (CNCD-11.11.11 / Coalition Climat) et Manuel Eggen (FIAN / Agroecology in Action).

Dans cet atelier, Rebecca Thissen et Manuel Eggen ont présenté les travaux de la Coalition Climat et de Agroecology in Action et les principales revendications politiques de ces plateformes. Les participants ont ensuite débattu des revendications politiques prioritaires et surtout des moyens de faire pression sur les responsables politiques.

Facilitatrice : Louise Donnet (FIAN)

1. Présentation de Rebecca Thissen (CNCD-11.11.11 / Coalition Climat)

Pour les slides de la présentation: <https://frama.link/Fc2Wu-KL>

La Coalition climat est une plateforme nationale qui réunit plus de 70 organisations de la société civile belge (ONG environnementales, de coopération au développement, syndicats, conseils de la jeunesse, mouvements citoyens) autour de la justice climatique.

Les recommandations de la Coalition climat² pour la conférence climat de Katowice (COP24) sont :

Une ligne rouge : ne pas dépasser les 1,5° de réchauffement climatique. Pour cela la Belgique doit :

- *Défendre l'ambition et l'intégrité de la politique climatique européenne :*
 - Au moins -55% d'émissions GES d'ici à 2030
 - Zéro émission nette pour 2050
 - Défendre le principe de la responsabilité différenciée et partagée. Les pays plus pauvres sont les premiers impactés, or ce ne sont pas eux qui ont contribué aux dérèglements climatiques.
- *Elaborer une politique climatique nationale ambitieuse à court et long terme :*

² Voir document :

https://www.cncd.be/IMG/pdf/2018_recommandations_cop24_-_coalition_climat.pdf

- Parvenir, d'ici la fin de l'année, à un projet de plan national intégré énergie-climat (PNEC) 2030 cohérent avec les objectifs de l'Accord de Paris, visant à réduire la consommation d'énergie et à atteindre 100% d'énergie renouvelable d'ici 2050.
- Adopter une loi nationale sur le climat qui définit des objectifs, une stratégie et un mécanisme de suivi indépendant pour sa mise en œuvre.
- *Solidarité internationale: Répondre aux préoccupations des pays en développement et rétablir la confiance dans les négociations*
 - Clarifier la définition du « financement climat » au niveau international et rehausser les engagements de la Belgique afin d'atteindre les 1000 milliards de dollars par an d'ici 2020 sans peser sur le budget de l'aide publique au développement.

2. Présentation de Manuel Eggen (FIAN / Agroecology in action)

Agroecology in Action est une plateforme qui regroupe plus de 30 associations et collectifs citoyens engagés dans la transition des systèmes alimentaires.

La plateforme a élaboré une [déclaration d'engagement](#) du mouvement et un [mémorandum](#) pour les élections locales 2018. Les grands axes de revendications sont de :

- Développer une gouvernance démocratique des systèmes alimentaires locaux
- Protéger les terres agricoles et les ressources naturelles et faciliter leur accès pour des projets agroécologiques
- Soutenir l'installation de nouveaux-elles paysan·ne·s et soutenir la transition agroécologique
- Promouvoir des modes de consommation agroécologique et des circuits courts
- Garantir le droit à l'alimentation pour tous et renforcer les mécanismes de solidarité

3. Discussions/débats

Les discussions ont notamment porté sur les questions suivantes :

- L'importance de l'accès à la terre pour la transition agroécologique et l'installation de nouveaux paysans. La spéculation foncière, la bétonisation et l'artificialisation des terres menacent les agriculteurs.rices et empêchent des nouveaux.elles paysan.ne.s non issue.s du milieu agricole de s'installer. Face à cela il faut des politiques publiques qui mettent fin à l'artificialisation des terres et il faut mener des actions de résistance citoyennes face aux projets absurdes (exemple de la route Pairi Daiza près de Ath ou la ZAD de Haren contre la maxi prison).
- L'importance de soutenir (avec des moyens publics) les initiatives de transition (agroécologique), telles que : les circuits-courts, la coopérative Terre-en-vue, les

coopératives paysannes, les monnaies locales, etc. Cependant ces initiatives citoyennes ne peuvent pas se développer sans un changement du système économique destructeur (accords de libre échange, dumping, etc.). Nous avons besoin d'une plus grande cohérence des politiques et d'une vision transversale des politiques liées à l'alimentation.

- La nécessité de changer en profondeur nos modes de consommation, en commençant par une éducation à la bonne alimentation dans nos écoles.

4. Recommandations issues des groupes de travail

Quatre groupes de travail ont discuté des actions prioritaires. Les recommandations issues des groupes de travail peuvent être classées selon les thématiques suivantes :

Protection des terres agricoles et accès pour les paysan.ne.s :

- Stop à l'urbanisation des terres agricoles
- Lutter contre la spéculation foncière
- Mettre en place une structure de régulation d'achats de la terre de type SAFER mais qui porte les valeurs et pratiques de l'agroécologie
- Limiter les surfaces d'exploitation/fermes
- Imposer des mesures agroenvironnementales
- Appuyer le collectif citoyen qui lutte contre l'expansion de Pairi Daiza
- Maintien des pâturages. Les prairies disparaissent.
- Stop au déboisement → agroforesterie

Modes de consommation :

- Reconnaître et valoriser les associations actives en matière d'éducation et de sensibilisation à l'alimentation durable et à l'importance de la biodiversité -> agroécologie
- Favoriser la consommation locale pour permettre de créer de l'emploi dans une perspective d'agroécologie
- Sensibiliser les citoyen.ne.s aux contradictions entre les demandes de lutte contre le réchauffement climatique à l'échelon belge et européen et les initiatives contraires dans d'autres continents (forêt amazonienne, soja brésilien)
- Militer pour du vrai bio, pas du bio low cost, transports par avion, ouvriers agricoles low cost, etc
- Dans les institutions: exemplarité, favoriser le local (le belge) et le durable
- Se réapproprié l'information. On est manipulé dans l'information par les grandes firmes
- Réapprendre à cuisiner
- Des cuisines de collectivités, genre GASAP
- Comestibles dans l'espace public (sensibilisation)

Transition agroécologique et soutien aux paysans :

- Soutenir la transition du conventionnel vers l'agroécologie
- Former des paysans à l'agroécologie EN prenant ses responsabilités en matière d'accès à la terre
- Plus de soutien aux petites structures

- Nos agriculteurs.rices sont nos héro.ïne.s -> reconnaissance
- Sensibilisation par commune des agriculteurs.rices

Autres initiatives de transition :

- Soutenir les initiatives comme le SolAToi (monnaie locale athoise), outil pédagogique de sensibilisation au soutien du commerce local

Pour les détails de l'atelier : [cliquez ici](#).